



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral complémentaire portant autorisation de transfert au profit du SYSTOM des Pyrénées de l'autorisation d'exploiter l'installation de stockage des déchets non dangereux de « Pihourc » sur le territoire des communes de Lieoux et de Latoue



Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier le titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement du livre V, et notamment ses articles R. 516-1 à R. 516-6 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la circulaire DPPR/SDPD/BGTD/SD n° 532 du 23 avril 1999 relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 autorisant l'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux de « Pihourc », modifié, notamment, par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 05 décembre 2011, du 4 juin 2013 et du 11 juillet 2019 ;

Vu le courrier du SYSTOM des Pyrénées du 11 janvier 2023, demandant le transfert, à son profit, de l'autorisation d'exploiter l'installation de stockage des déchets non dangereux de « Pihourc » et complété par le courrier du 24 juillet 2023 ;

Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées du 2 novembre 2023 ;

Considérant que les conditions de fonctionnement définies par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 5 décembre 2011, du 4 juin 2013 et du 11 juillet 2019 susvisés ne sont pas modifiées ;

Considérant que le SYSTOM des Pyrénées dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter l'installation de stockage des déchets non dangereux de « Pihourc » ;

Considérant que le SYSTOM des Pyrénées s'est engagé à fournir, dès la notification du présent arrêté, le document justifiant de la constitution des garanties financières pour la mise en sécurité du site ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant, le 30 novembre 2023, afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant l'absence d'observations de la part de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne :

Arrête :

Art. 1er – L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage des déchets non dangereux de « Pihourc », située sur les communes de Lieoux et de Latoue, accordée au SIVOM de SAINT-GAUDENS-MONTREJEAU-ASPET, par arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 susvisé, est transférée au profit du SYSTOM des Pyrénées, dont le siège social est sis à la Mairie de Clarac (31210), sous réserve de la transmission sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté des justificatifs d'établissement des garanties financières, conformément à l'article 3 ci-dessous.

Art. 2. – Les conditions et mesures imposées au cédant demeurent inchangées. Le cessionnaire se substitue d'office au cédant dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploitation susvisée.

Art. 3. – Garanties financières

Les prescriptions de l'article 35.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 sont remplacées par :

"Le montant des garanties financières correspondant à la période d'exploitation du site est fixé globalement à 2 478 676,02 euros TTC (avec un indice TP01 de 116,1 du mois d'août 2021)."

Le document attestant de la constitution des garanties financières est transmis sous un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 4. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 5. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 6. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1^o par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2^o par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Art. 7. – Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement,

une copie du présent arrêté demeure déposée en mairies de Lieoux et de Latoue et peut y être consultée par tout intéressé.

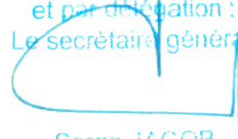
Un extrait de cet arrêté est affiché en mairies de Lieoux et de Latoue pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 8. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, le maire de la commune de Lieoux et le maire de la commune de Latoue sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au SYSTOM des Pyrénées.

Fait à Toulouse, le **26 DEC. 2023**

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général



Serge JACOB